



Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative  
de Melun  
Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
20 Quai Hippolyte Rossignol  
77000 Melun

**RAPPORT d'EVALUATION DE L'ETAT de CONSERVATION des MATERIAUX et PRODUITS  
des listes A et B (annexe 13.9 du Code de la Santé Publique) CONTENANT DE L'AMIANTE  
et EVALUATION DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT**

Code de la Santé Publique ; Arrêtés du 12 décembre 2012

**INFORMATION GENERALES**

**DESIGNATION DU BÂTIMENT VISITÉ**

Adresse : Ensemble immobilier  
Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain  
Code postal : 77010  
Ville : Melun  
Périmètre du repérage : Évaluer l'état de conservation des MPCA issus des repérages précédents  
Référence du programme de travaux: Sans objet  
Fonction principale du bâtiment :  
Cat du bâtiment : Immeuble de bureaux  
Date du PC : Bureaux, ERP  
Construit en 1970

**DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE**

Nom : Monsieur le Régisseur de la Cité  
Administrative de Melun  
Adresse : Préfecture de Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
20 Quai Hippolyte Rossignol  
77000 Melun

**EXECUTION DE LA MISSION**

Affaire n°	9615047	Date du rapport :	11/04/2019
Rapport n° :	9615047	Indice du rapport :	A
Date(s) du repérage :	27/03/2019		
Par :	Julien PHILIPPE	Organisme d'assurance professionnelle :	MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de certification de qualification :	2814538	N° de contrat d'assurance :	110 641 319
Date d'obtention :	10/03/2017	Date de validité :	30/06/2019

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont  
certifiées par : Bureau Veritas Certification France - 60 avenue du Général de  
Gaulle 92046 Paris la Défense

**CACHET DU RESPONSABLE DE MISSION**

Signature et Cachet de l'Entreprise Fait à Nanterre le : 11/04/2019

**S.A.D.E.L. Ingénierie S.A.S**  
36/40 rue Montesquieu - 92000 NANTERRE  
Tél. 01 71 11 37 84 - Fax 01 71 11 37 83  
APE 7112B - SIRET 408 591 568 00048  
RCS NANTERRE 408 591 568 - S.A.S au capital de 39 000 €

Par : Julien PHILIPPE

Toute reproduction autre qu'intégrale de ce document n'a aucune valeur. Ce rapport ne peut être utilisé que pour l'objet de la mission définie  
en haut de page et se limite aux éléments de construction accessibles lors de notre intervention.



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

## RESULTATS ET CONCLUSIONS





## SOMMAIRE

<b>RESULTATS ET CONCLUSIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>1. La mission .....</b>	<b>5</b>
1.1 L'objet de la mission .....	5
1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes : .....	5
1.3 Identification complète de l'immeuble concerné : .....	5
<b>2. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION .....</b>	<b>6</b>
2.1 Date et nature des visites sur site : .....	6
<b>3. RESULTATS ET CONCLUSIONS .....</b>	<b>6</b>
3.1 Matériaux de la liste A: .....	6
3.2 Matériaux de la liste B: .....	7
(1) Type de recommandation : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau ; // : Matériau de la liste C absence d'état de conservation apporté .....	7
Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés, une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes : .....	7
EP : Evaluation périodique : .....	7
Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à : .....	7
1) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ; 7	7
2) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer .....	7
AC1 : Action corrective de premier niveau : .....	7
Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à : .....	7
1) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; .....	7
2) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.....	7
3) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ; 7	7
4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation. ....	7
AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à: .....	7
Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à : .....	7
1) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une	



mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de a santé publique.....	7
2) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée; .....	7
3) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;.....	7
4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.....	7
<b>ANNEXE 1 – GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A.....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2 – CRITERE D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE 3 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT .....</b>	<b>11</b>





## 1. La mission

### 1.1 L'objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de la liste A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante et évaluer le risque de dégradation lié à l'environnement dans les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante repérés dans l'immeuble sis :

Nom : Cité Administrative de Melun – Bâtiment A  
Adresse : 3 pré Chamblain  
Code postal / Ville : 77010 Melun

Cette évaluation périodique de l'état de conservation ne s'applique qu'aux matériaux et produits des listes A & B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique dans lesquels la présence d'amiante a été préalablement repérée, selon les documents fournis par le client.

Les données transmises par le client et nécessaires à l'évaluation de l'état de conservation seront réputées satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires.

#### 1.1.1 Textes de référence

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.

Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

### 1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun  
Préfecture Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol  
Code postal et ville : 77000 Melun

Donneur d'ordre : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun  
Préfecture Seine et Marne  
Cité Administrative de Melun  
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol  
Code postal et ville : 77000 Melun

Opérateur ayant réalisé le repérage :	Julien PHILIPPE
Nom de l'entreprise :	SADEL Ingénierie
Adresse :	36 rue Montesquieu
Code postal et ville :	92000 Nanterre
N° Siret :	408 591 568 00048
Organisme d'assurance :	MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de Contrat :	110 641 319

### 1.3 Identification complète de l'immeuble concerné :

Dénomination:	Ensemble immobilier R+6
Adresse complète :	Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain 77010 Melun
Référence Cadastre :	Non communiqué
Date du PC ou date de construction :	Construit en 1970
Fonction principale du bâtiment :	Bureaux, ERP
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment ou les locaux concernés par le repérage :	Ensemble immobilier R+6 sur un niveau de sous-sol



## 2. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION

### 2.1 Date et nature des visites sur site :

Nature de la visite	Date	Accompagnateur
Visite d'inspection visuelle	27/03/2019	PC Sécurtié

## 3. RESULTATS ET CONCLUSIONS

### 3.1 Matériaux de la liste A:

Les résultats sont consignés dans le tableaux ci-dessous :

Identification du matériau ou produit	Référence du rapport de repérage	Référence du prélèvement	Local ou zone homogène	Etat de conservation SCORE	N° de grille (annexe 1)
Sans objet					

L'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante est caractérisé par un score fixé par la réglementation, en application des grilles d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

Cet état de conservation est caractérisé par un score 1, 2 ou 3.

Les grilles d'évaluation de l'état de conservation se trouvent en annexe du présent rapport.

En fonction des scores obtenus, les obligations réglementaires sont les suivantes :

#### Pour un Score 1 :

Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

#### Pour un score 2 :

Faire réaliser une mesure du niveau d'empoussièrement de l'atmosphère des locaux concernés, réalisée par un organisme accrédité qui adresse au ministère de la santé un rapport annuel d'activité, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation .

Si le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à un état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante comme définis dans la situation de score 3.

#### Pour un score 3 :

Faire réaliser des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, devant être engagés et achevés dans un délai de trente-six mois, à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats des mesures d'empoussièrement ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant ces travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de maintenir l'exposition des occupants au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Ces mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation du matériau concerné par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble , dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou les résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en oeuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

(Le délai d'achèvement des travaux peut, à la demande du propriétaire, être prorogé pour les IGH et ERP de catégories 1 à 3 lorsque les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds contenant de l'amiante ont été utilisés à des fins de traitement généralisé).

A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme acrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.





Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

### 3.2 Matériaux de la liste B:

Le modèle de grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement se trouve en annexe du présent rapport.

Les résultats sont consignés dans le tableaux ci-dessous :

Identification du matériau ou produit	Référence du rapport de repérage	Référence du prélèvement	Local ou zone homogène	Etat de conservation	Type de recommandation (1)
Sans objet					

(1) Type de recommandation : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau ; // : Matériau de la liste C absence d'état de conservation apporté

Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés, une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes :

#### EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- 1) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- 2) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

#### AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- 1) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- 2) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- 3) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- 4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

#### AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- 1) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de santé publique.
- 2) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- 3) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- 4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



**ANNEXES**  
**Au rapport de mission de repérage**

**Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## **Sommaire des annexes**

- ANNEXE 1**    **Grilles d'évaluation des matériaux de la liste A**
- ANNEXE 2**    **Critère d'évaluation des matériaux de la liste B**
- ANNEXE 3**    **Documents annexés au présent rapport**





**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

## **ANNEXE 1 – GRILLES D’EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A**

Sans objet



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**

## **ANNEXE 2 – CRITERE D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B**

Sans objet





## ANNEXE 3 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT



ENTREPRISE

**ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE  
DIAGNOSTIQUEUR**

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD atteste que :

**SAS SADEL INGENIERIE**  
65 Rue Aristide Briand  
Nouvel Espace  
78130 Les Mureaux

titulaire du contrat N° 110 641 319 « Responsabilité Civile Professionnelle Diagnostiqueur » dans le cadre des activités suivantes :

NATURE DES DIAGNOSTICS ET EXPERTISES	REALISE PAR L'ASSURE	DONNE EN SOUS- TRAITANCE PAR L'ASSURE
• Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)	OUI	NON
• Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante	OUI	NON
• Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure de gaz naturel	OUI	NON
• Etat des risques naturels et technologiques	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure d'électricité	OUI	NON
• Diagnostic de performance énergétique	OUI	NON
• Mesurage « Loi Carrez »	OUI	NON
• Diagnostic Technique Immobilier loi SRU : Etat apparent solidité clos et couvert Etat des conduites et canalisations collectives ainsi que des équipements communs et de sécurité	OUI	NON
• Etat des lieux relatif à la conformité aux normes de surface et d'habitabilité (Prêt à taux 0%)	OUI	NON
• Etat relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et parasites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat relatif à la présence et concentration de légionnelles	OUI	NON
• Diagnostic gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments selon préconisation Décret n°2011-610 du 31 mai 2011	OUI	NON

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 652 126  
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros, RCS Le Mans 440 048 882  
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans cedex 9  
Entreprises régies par le code des assurances



**S.A.D.E.L.**  
**INGENIERIE**



**ENTREPRISE**

La présente attestation valable pour la période du **01/07/2018 AU 30/06/2019** ne peut engager l'assureur en dehors des limites précisées par les clauses et les conditions du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 5 juillet 2018

Pour l'assureur

*Philippe Besson*  
*Chiffre*

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 652 126  
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros, RCS Le Mans 440 048 882  
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans cedex 9  
Entreprises régies par le code des assurances





**BUREAU VERITAS**  
Certification



Certificat  
Attribué à

**Monsieur Julien PHILIPPE**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	21/09/2015	20/09/2020
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	10/03/2017	20/09/2020

Date : 10/03/2017

Numéro de certificat : 2814538

**Jacques MATILLON - Directeur Général**



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur [www.bureauveritas.fr/certification](http://www.bureauveritas.fr/certification)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

**cofrac**



**CERTIFICATION  
DE PERSONNES**  
ACCREDITATION  
N°4-0083  
Une des sites et  
portées disponibles  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)